

# LE FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

## Ils ont été mis aux arrêts

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

**A**PRES sa prise de pouvoir le 30 août dernier, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), composé de tous les corps des forces de défense et de sécurité, a annoncé dans un

communiqué lu sur les chaînes de télévision nationales, Gabon 24 et Gabon 1re, l'arrestation de plusieurs proches collaborateurs de l'ancien président Ali Bongo Ondimba.

Il s'agit notamment de Noureddine Bongo Valentin, ancien coordonnateur général des Affaires présidentielles ; Jessye Ella Ekogha,

porte-parole de la présidence de la République, Cyriaque Mvourandjiami, directeur de cabinet politique d'Ali Bongo et sénateur ; Ian Ghislain Ngoulou, ancien directeur de cabinet de Noureddine Bongo Valentin ; Mohamed Ali Saliou, directeur de cabinet adjoint du chef de l'État, chargé des finances ; Abdul Ocen Ossa ;



Photo : AEE

Les proches collaborateurs de l'ancien chef de l'État Ali Bongo aux arrêts.

### Ian Ghislain Ngoulou : où a-t-il eu autant de milliards ?

**MERCREDI** 30 août dernier, la perquisition faite au domicile de cet ancien directeur de cabinet de l'ex-coordonnateur général des Affaires présidentielles a permis au procureur de Libreville et aux officiers de police judiciaire qui l'accompagnaient de saisir une somme de 4,188 milliards de FCFA, dissimulés dans plusieurs valises. Arrêté peu avant la perquisition, l'intéressé est actuellement en garde à vue.

G.R.M  
Libreville/Gabon

**L**E montant donne le vertige. Surtout au moment où les Gabonais tirent le diable par la queue, à l'image des retraités qui peinent à percevoir leurs pensions. En effet, à la suite d'une perquisition faite le mercredi 30 août dernier, au domicile de Ian Ghislain Ngoulou, les services judiciaires conduits par le procureur de la République près le tribunal de première instance de Libreville, André-Patrick Roponat, ont découvert et saisi une somme de 4,188 milliards de FCFA, au domicile de ce proche collaborateur de Noureddine Bongo Valentin, fils du président déchu, ancien coordonnateur général des Affaires présidentielles. L'argent en question était rangé en liasses dans plusieurs sacs, peut-on voir sur des vidéos qui continuent de faire le tour des réseaux sociaux. À la vue de cette quantité de billets de banque, bien plus importante que les deux milliards de FCFA appartenant à Guy Nzouba Ndama et saisis à la frontière entre le Gabon et le Congo, il y a lieu de s'interroger sur la provenance de cet argent. La question vaut son pesant d'or, d'autant que notre pays peine à assurer certaines charges. Car, on se demande toujours comment peut-on garder autant d'argent dans une



Photo : GRM

Plus de 4 milliards retrouvés chez Ian Ghislain Ngoulou.

chambre?

Peu après leur prise de pouvoir, mercredi, les militaires réunis au sein du Comité de la transition et de la restauration des institutions (CTRI) ont annoncé l'interpellation de plusieurs membres du cabinet présidentiel, mais aussi d'influents personnalités politiques du camp au pouvoir et des hauts cadres de l'administration gabonaise. Parmi elles, il y a justement Ian Ghislain Ngoulou. Les militaires, qui ont annoncé des enquêtes judiciaires par les services compétents, évoquent donc, à l'encontre des personnes déjà arrêtées, des faits graves de "trafic de stupéfiants", de "haute trahison contre les institutions de l'État", de "falsification de la signature du président de la République", de "faux et usage

de faux", de "détournement des deniers publics", de "malversations financières internationales en bande organisée" et de "corruption active". Ces faits étant prévus et punis par le Code pénal de notre pays, "toutes les personnes mises en cause dans ces affaires répondront de leurs actes", indiquent des voix autorisées.

Il importe de souligner que ce n'est pas la première fois, au Gabon, que d'importantes sommes d'argent sont ainsi retrouvées dans des domiciles de personnalités politiques, mais également des hauts cadres de l'administration. L'on a souvenance encore du scandale des détournements massifs mis à découvert dans le cadre de l'opération "mains propres".

Steeve Nzegho Dieko, secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG).

Le CTRI reproche à toutes ces personnes d'avoir trempé dans plusieurs crimes et délits punis par la loi. Entre autres : haute trahison contre les institutions de l'État, détournement massif des deniers publics, malversations financières

internationales en bande organisée, faux et usages de faux, falsification de la signature du président de la République, corruption active et trafic de stupéfiants.

Les enquêtes sont en cours pour déterminer les responsabilités de chacune de ces personnalités. Il est probable que d'autres arrestations surviennent après celles précitées.

### Détournements et malversations : vers des interpellations en cascade ?

G.R.M  
Libreville/Gabon

**L**'ON assiste à une vague d'arrestations depuis mercredi dernier. A ce jour, selon des sources concordantes, sept personnes ont ainsi déjà été interpellées et mises à la disposition de la justice (lire ci-dessus). Pour les nommer, il s'agit de Cyriaque Mvourandjiami (directeur de cabinet politique d'Ali Bongo Ondimba), Jessy Ella Ekogha (porte-parole de la présidence de la République), Mohamed Ali Saliou (directeur de cabinet adjoint du chef de l'État), Steeve Nzegho Dieko (secrétaire général du PDG), Abdoul Océni, Noureddine Bongo Valentin et Ian Ghislain Ngoulou. Il leur est reproché un certain nombre d'actes délictueux voire criminels.

Mais elles ne seraient pas les seules dans l'œil du cyclone. Selon plusieurs indiscretions, la souricière annoncée par les nouvelles autorités militaires

pourrait donc être marquée par une autre grosse rafle. Dans la mesure où, apprend-on, les faits reprochés aux personnes précitées auraient également bénéficié, vrai ou faux, à un certain nombre de citoyens gabonais et de ressortissants étrangers.

Il s'agirait, pour ainsi dire, d'un vaste réseau d'individus qui auraient contribué, entre autres, aux détournements et malversations d'argent public depuis quelques années. Directement ou indirectement. Causant du tort à l'État gabonais, car les conséquences des détournements des deniers publics ont toujours été lourdes de pertes.

En attendant de voir ce qu'il va se passer dans les jours ou semaines à venir, l'opinion observe, depuis mercredi, la naissance d'une nouvelle affaire judiciaire liée aux activités financières présumées frauduleuses et au trafic de la signature de la première autorité du pays.